

Prospective démographique et économique dans le Dunkerquois

Insee Analyses Hauts-de-France n°169, mars 2024

Communiqué de presse, sous embargo jusqu'au 21 mars 2024 12:00



Depuis 2021, plusieurs projets d'implantation d'établissements ont émergé dans le SCoT de la région Flandre-Dunkerque avec d'une part la constitution d'un écosystème autour de la batterie électrique, dont fait partie la gigafactory Verkor, et d'autre part l'implantation de deux réacteurs EPR à Gravelines. Ce boom de l'emploi représenterait, selon le syndicat mixte du SCoT, 24 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2033. Entre 2033 et 2040, une partie d'entre eux serait amenée à disparaître avec la fin de la construction des EPR. En définitive, sur la période 2020-2040, le nombre d'emplois créés pourrait être de l'ordre de 18 300.



Ces créations interviennent dans un contexte démographique défavorable : entre 2010 et 2020, le territoire a perdu 7 800 habitants à un rythme annuel moyen de -0,3 %. Sur la même période, la population active a diminué de 4 000 pour atteindre 109 500 actifs, avec en parallèle une baisse importante de l'emploi, notamment dans l'industrie manufacturière. Pour autant le taux de chômage reste au-dessus de la moyenne régionale.



En l'absence de choc sur l'emploi avec de potentielles répercussions démographiques, le SCoT de Flandre-Dunkerque continuerait de perdre des habitants entre 2020 et 2040. Le territoire compterait alors 218 900 habitants à l'horizon 2040, soit une baisse de 27 300 habitants.



Trois leviers permettraient de faire face à ces créations d'emploi d'une ampleur historique : réduire le chômage, attirer davantage d'actifs via des déménagements ou via des navettes quotidiennes. Pour autant, le secteur de l'industrie est déjà sous tension sur le territoire et connaît des difficultés de recrutement : des créations d'emploi n'ont donc pas un forcement un impact mécanique sur le chômage. De même jusqu'à présent, le SCoT de Flandre-Dunkerque constitue un territoire relativement autonome d'un point de vue des déplacements de personnes avec une attractivité résidentielle particulièrement faible. Par conséquent, même en actionnant ces leviers et en les combinant, pourvoir l'ensemble des postes créés constituent un enjeu pour les acteurs publics et nécessite des ruptures économiques et démographiques majeures.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

06 63 34 65 31 / 06 60 51 86 50 communication-hdf@insee.fr